

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

Extrait du registre des délibérations

Le lundi 28 février 2022 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 21 février 2022, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Fabienne DUSSORT, Gaël LARS, Suzanne NOLL, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Freddy HALL, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,

Etaient absents :

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Fabienne DUSSORT,
Céline GAILLARD a donné pouvoir à Colette DAVIES,
Philippe TARQUIS a participé aux travaux de l'assemblée à partir de 20h12.

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N°CM-20220228-PV-01- ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DECEMBRE 2021

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Absent(e)s représenté(e)s : 02

Absent(e)s non représenté(e)s : 01

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 28

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal :

Il est proposé aux membres du Conseil municipal d'adopter le procès-verbal de la séance qui s'est tenue le lundi 13 décembre 2021

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

- **d'adopter** le procès-verbal de la séance du Conseil municipal qui s'est tenue le lundi 13 décembre 2021 joint à la présente délibération.

- *Cette délibération est adoptée à la majorité absolue du Conseil municipal : 5 votes contre de Mesdames et Messieurs Armelle JAOUEN, Céline GAILLARD, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES du groupe « Nouvel Elan 2020 »*

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 28 février 2022

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

Extrait du registre des délibérations

Le lundi 28 février 2022 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 21 février 2022, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Fabienne DUSSORT, Gaël LARS, Suzanne NOLL, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Freddy HALL, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,

Étaient absents :

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Fabienne DUSSORT,
Céline GAILLARD a donné pouvoir à Colette DAVIES,
Philippe TARQUIS a participé aux travaux de l'assemblée à partir de 20h12.

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20220228-URBA-02 – EFFACEMENT DE RESEAUX – RUE DU STADE

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 27 - Arrivée de Philippe TARQUIS à 20h12.

Absent(e)s représenté(e)s : 02

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 29

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal :

Afin d'améliorer le cadre de vie, la municipalité poursuit ses travaux d'effacement de réseaux au sein du territoire communal. Il s'agit cette fois de la rue du Stade. L'emprise concernée figure sur le plan ci-dessous :



Dans le cadre de la réalisation de ces travaux, une convention doit être signée entre le Syndicat Départemental d'Energie et d'Equipe-ment du Finistère (SDEF) et la commune de Saint Renan afin de fixer le montant de cette prestation.

L'estimation des dépenses se monte à :

- Réseaux BT, HTA	204 325,32 € HT
- Effacement éclairage public.....	74 475,29 € HT
- Réseaux de télécommunication (génie civil)	29 537,66 € HT
Soit un total de.....	308 338,27 € HT

Les travaux d'effacement n'étant pas coordonnés à ceux de basse tension en raison de l'absence d'appui commun de réseau de télécommunication, ils ne sont pas éligibles à un financement par le SDEF.

Le montant de la participation de la commune aux travaux de communications électroniques est donc calculé sur la base de 100% du montant TTC des travaux et s'élève à 35.445,19 € TTC. En conséquence, et selon le règlement financier voté par délibération du SDEF le 18 décembre 2020, le financement s'établit comme suit :

⇒ Financement du SDEF :	0,00 €
⇒ Financement de la commune :	
- Réseaux BT, HTA	204 325,32 €
- Effacement éclairage public	89 370,35 €
- Réseaux de télécommunication (génie civil)	35 445,19 €
Soit un total de.....	329 140,86 €

Les travaux des réseaux de communications électroniques étant réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la commune et non du SDEF, il y a lieu de réaliser une convention de maîtrise d'ouvrage unique afin de permettre l'intervention du SDEF sur la globalité de l'opération d'enfouissement de réseaux.

Il est enfin précisé que ces opérations d'enfouissement de réseaux sont éligibles à une subvention de 30 % auprès de Pays d'Iroise Communauté pour la partie télécom. Une demande de subvention sera donc présentée en ce sens auprès de la communauté de communes.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis favorable de la commission Urbanisme Travaux réunie le 06 janvier 2022,

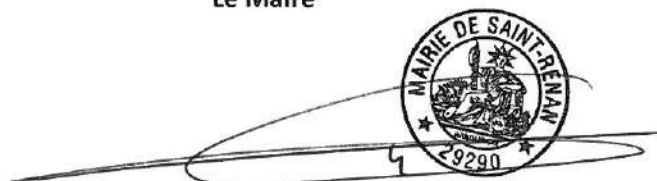
Considérant l'intérêt pour la commune de procéder à ces effacements de réseaux afin d'améliorer le cadre de vie,

- d'accepter le projet de réalisation des travaux d'effacement des réseaux de la rue du Stade ;
- d'accepter le plan de financement proposé et le coût pour la commune estimé à 329 140,86 euros ;
- de l'autoriser à signer au nom et pour le compte de la commune la convention de maîtrise d'ouvrage unique autorisant l'intervention du SDEF et détaillant les modalités financières entre la commune et le SDEF et ses éventuels avenants ;
- de l'autoriser à prendre tout acte et signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

➤ *Cette délibération est adoptée à l'unanimité.*

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 28 février 2022

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

Extrait du registre des délibérations

Le lundi 28 février 2022 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 21 février 2022, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Fabienne DUSSORT, Gaël LARS, Suzanne NOLL, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Freddy HALL, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,

Étaient absents :

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Fabienne DUSSORT,
Céline GAILLARD a donné pouvoir à Colette DAVIES.

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20220228-URBA-03 – EFFACEMENT DE RESEAUX – VOIE ROMAINE

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 27

Absent(e)s représenté(e)s : 02

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 29

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal :

Afin d'améliorer le cadre de vie, la municipalité poursuit ses travaux d'effacement de réseaux au sein du territoire communal. Il s'agit cette fois de la voie Romaine. L'emprise concernée figure sur le plan ci-dessous :



Dans le cadre de la réalisation de ces travaux, une convention doit être signée entre le Syndicat départemental d'énergie et d'équipement du Finistère (SDEF) et la commune de Saint Renan afin de fixer le montant de cette prestation.

L'estimation des dépenses se monte à :

- Réseaux BT, HTA	164 712,87 € HT
- Effacement éclairage public.....	80 664,67 € HT
- Réseaux de télécommunication (génie civil)	18 383,40 € HT
Soit un total de.....	263 760,94 € HT

Les travaux d'effacement n'étant pas coordonnés à ceux de basse tension en raison de l'absence d'appui commun de réseau de télécommunication, ils ne sont pas éligibles à un financement par le SDEF.

Le montant de la participation de la commune aux travaux de communications électroniques est calculé sur la base de 100% du montant TTC des travaux et s'élève à 22.060,08 € TTC. En conséquence, et selon le règlement financier voté par délibération du SDEF le 18 décembre 2020, le financement s'établit comme suit :

⇒ Financement du SDEF :	0,00 €
⇒ Financement de la commune :	
- Réseaux BT, HTA	164 712,87 €
- Effacement éclairage public	96 797,60 €
- Réseaux de télécommunication (génie civil)	22 060,08 €
Soit un total de.....	283 570,55 €

Les travaux des réseaux de communications électroniques sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la commune et non du SDEF, il y a lieu de réaliser une convention de maîtrise d'ouvrage unique afin de permettre l'intervention du SDEF sur la globalité de l'opération d'enfouissement de réseaux.

Il est enfin précisé que ces opérations d'enfouissement de réseaux sont éligibles à une subvention de 30 % auprès de Pays d'Iroise Communauté pour la partie télécom. Une demande de subvention sera donc présentée en ce sens auprès de la communauté de communes.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis favorable de la commission Urbanisme Travaux réunie le 06 janvier 2022,

Considérant l'intérêt pour la commune de procéder à ces effacements de réseaux afin d'améliorer le cadre de vie,

- **d'accepter** le projet de réalisation des travaux d'effacement des réseaux de la voie romaine ;
- **d'accepter** le plan de financement proposé et le coût pour la commune estimée à 283 570,55 euros ;
- **de l'autoriser** à signer au nom et pour le compte de la commune la convention de maîtrise d'ouvrage unique autorisant l'intervention du SDEF et détaillant les modalités financières entre la commune et le SDEF et ses éventuels avenants ;
- **de l'autoriser** à prendre tout acte et signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

➤ ***Cette délibération est adoptée à l'unanimité.***

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 28 février 2022

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

Extrait du registre des délibérations

Le lundi 28 février 2022 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 21 février 2022, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Fabienne DUSSORT, Gaël LARS, Suzanne NOLL, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Freddy HALL, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,

Étaient absents :

Claire TALARMAN a donné pouvoir à Fabienne DUSSORT,
Céline GAILLARD a donné pouvoir à Colette DAVIES.

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20220228-URBA-04 – EFFACEMENT DE RESEAUX – RUES DU MOUS- TIER ET D'ARMORIQUE

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 27

Absent(e)s représenté(e)s : 02

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 29

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal :

Afin d'améliorer le cadre de vie, la municipalité poursuit ses travaux d'effacement de réseaux au sein du territoire communal.

Il s'agit cette fois des rues du Moustier et d'Armorique, l'emprise concernée figure sur le plan ci-dessous :



Dans le cadre de la réalisation de ces travaux, une convention doit être signée entre le Syndicat départemental d'énergie et d'équipement du Finistère (SDEF) et la commune de Saint Renan afin de fixer le montant de cette prestation.

L'estimation des dépenses se monte à :

- Réseaux BT, HTA	384 405,63 € HT
- Effacement éclairage public	174 724,59 € HT
- Réseaux de télécommunication (génie civil)	55 859,58 € HT
Soit un total de	614 989,80 € HT

Les travaux d'effacement n'étant pas coordonnés à ceux de basse tension en raison de l'absence d'appui commun de réseau de télécommunication, ils ne sont pas éligibles à un financement par le SDEF.

Le montant de la participation de la commune aux travaux de communications électroniques est donc calculé sur la base de 100% du montant TTC et s'élève à 67.031,50 € TTC. En conséquence, et selon le règlement financier voté par délibération du SDEF le 18 décembre 2020, le financement s'établit comme suit :

⇒ Financement du SDEF :	0,00 €
⇒ Financement de la commune :	
- Réseaux BT, HTA	384 405,63 €
- Effacement éclairage public	209 669,51 €
- Réseaux de télécommunication (génie civil)	67 031,50 €
Soit un total de	661 106,64 €

Les travaux des réseaux de communications électroniques étant réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la commune et non du SDEF, il y a lieu de réaliser une convention de maîtrise d'ouvrage unique afin de permettre l'intervention du SDEF sur la globalité de l'opération d'enfouissement de réseaux.

Il est enfin précisé que ces opérations d'enfouissement de réseaux sont éligibles à une subvention de 30 % auprès de Pays d'Iroise Communauté pour la partie télécom. Une demande de subvention sera donc présentée en ce sens auprès de la communauté de communes.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission Urbanisme Travaux réunie le 21 février 2022,

Considérant l'intérêt pour la commune de procéder à ces effacements de réseaux afin d'améliorer le cadre de vie,

- d'accepter le projet de réalisation des travaux d'effacement des réseaux des rues du Moustier et d'Armorique ;
- d'accepter le plan de financement proposé et le coût pour la commune estimée à 661 106,64 euros ;
- de l'autoriser à signer au nom et pour le compte de la commune la convention de maîtrise d'ouvrage unique permettant l'intervention du SDEF et détaillant les modalités financières entre la commune et le SDEF et ses éventuels avenants ;
- de l'autoriser à prendre tout acte et signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

➤ *Cette délibération est adoptée à l'unanimité.*

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 28 février 2022

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

Extrait du registre des délibérations

Le lundi 28 février 2022 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 21 février 2022, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Fabienne DUSSORT, Gaël LARS, Suzanne NOLL, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Freddy HALL, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,

Étaient absents :

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Fabienne DUSSORT,
Céline GAILLARD a donné pouvoir à Colette DAVIES.

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20220228-URBA-05 - DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN RENFORCE (DPUr) DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE VERS LE CONSEIL MUNICIPAL ET DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION RENFORCE (DPUr) DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 27

Absent(e)s représenté(e)s : 02

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 29

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal :

La ville de Saint Renan a instauré, en agglomération, un droit de préemption urbain (DPU) en sa faveur. Ce droit oblige tout notaire réalisant une vente immobilière dans ce périmètre à la notifier à la commune.

Cette information doit se faire sous la forme d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) comportant notamment les mentions suivantes : noms des vendeurs et des acquéreurs, désignation du bien vendu et prix de vente.

La commune a alors la possibilité, sous deux mois, d'acquérir le bien en lieu et place de l'acquéreur initial. Cette acquisition se réalise au prix indiqué voire à un prix inférieur moyennant une saisine préalable des services des domaines pour une évaluation du bien.

Depuis le 1er mars 2017, la Communauté de communes est titulaire de la compétence « urbanisme de planification », le DPU est donc juridiquement devenu de compétence communautaire. Dans un souci d'efficacité et de réactivité, ce droit a été rétrocédé par délibération, en date du 22 mars 2017, à la commune de Saint Renan. Cette rétrocession comprend toutefois une exception concernant les zones d'activités de compétence communautaire sur lesquelles la CCPI conserve le DPU, et notamment, pour Saint Renan, la zone de Mespaol.

Le DPU exclut toutefois certains biens immobiliers spécifiques, qui échappent donc à la procédure des DIA. Il s'agit des biens suivants :

- part de société civile immobilière
- immeuble neuf (moins de 4 ans)
- lots de copropriété

Ces biens ne peuvent être acquis en priorité par la commune et les ventes ne lui sont pas notifiées.

A la demande de quelques communes du pays d'Iroise, un Droit de Préemption Urbain renforcé (DPUr) a été instauré par la CCPI. Ce DPU renforcé permet d'avoir accès aux informations concernant l'aliénation des biens et droits immobiliers listés ci-dessus.

Ce second dispositif a été instauré par délibération communautaire en date du 15 décembre 2021 et concerne les périmètres figurant sur la cartographie annexée.

Son usage a ensuite été transmis à la ville de Saint Renan par délibération du conseil communautaire.

Il appartient désormais au Conseil municipal d'approuver la délégation de cette compétence, ainsi que son attribution au Maire.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2122-22 et suivants ;

Vu les articles L.211-1, L.211-3 et L.211-4 du Code de l'Urbanisme ;

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays d'Iroise, et notamment ses compétences en matière de « plan local d'urbanisme intercommunal, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » ;

Vu la délibération n°CC 2021-12-32 en date du 15 décembre 2021, instaurant des périmètres de Droit de Préemption Urbain renforcé (DPUr) sur les 16 communes dotées d'une Plan Local d'Urbanisme approuvé, avec effet au 21 décembre 2021, par laquelle le conseil communautaire a décidé de déléguer le Droit de Préemption Urbain renforcé (DPUr) au Président de la communauté de communes et aux Conseil Municipaux selon les périmètres identifiés sur les plans annexés à cette délibération

Vu l'avis de la commission Urbanisme Travaux réunie le 21 février 2021, au titre de la création de ce droit de préemption renforcé,

Vu l'avis de la commission Urbanisme Travaux réunie le 21 février 2022, au titre de l'acceptation de la délégation du droit de préemption urbain renforcé du conseil communautaire vers le conseil municipal et sa délégation consécutive du conseil municipal au Maire,

Considérant l'intérêt pour la commune de maîtriser la gestion et l'utilisation de ce droit de préemption sur son territoire,

Considérant l'intérêt pour la commune de déléguer son usage au Maire dans un souci d'efficacité et de réactivité pour la bonne gestion des intérêts de la Ville,

- **d'accepter** la délégation de la compétence « Droit de Préemption Urbain renforcé » sur les périmètres des secteurs définis dans l'annexe à la délibération du Conseil Communautaire du 15 décembre 2021,

- **de donner** délégation au Maire pour exercer, en tant que de besoin, le Droit de Préemption Urbain renforcé, conformément au 15° de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- **de l'autoriser** à prendre tout acte et signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération,

- **de déclarer** que la présente délibération sera transmise à M. le Préfet et à M. le Président de la Communauté de Communes.

- *Cette délibération est adoptée à la majorité absolue du Conseil municipal : 6 votes contre de Mesdames et Messieurs Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Céline GAILLARD, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES du groupe « Nouvel Elan 2020 »*

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 28 février 2022

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

Extrait du registre des délibérations

Le lundi 28 février 2022 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 21 février 2022, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Fabienne DUSSORT, Gaël LARS, Suzanne NOLL, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Freddy HALL, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,

Étaient absents :

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Fabienne DUSSORT,
Céline GAILLARD a donné pouvoir à Colette DAVIES.

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° DELIB-CM-20220228-URBA-06 – EXTENSION DU CENTRE DE LOISIRS – DE- LEGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE PAR LE CCAS A LA VILLE

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 27

Absent(e)s représenté(e)s : 02

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 29

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal :

Aux termes de la délibération du 13 décembre 2021, il a été présenté le projet d'extension et de rénovation des locaux du centre de loisirs situé à Ty Colo.

Pour rappel, le projet repose sur les objectifs suivants :

1) Conserver l'emplacement actuel du centre de loisirs et partir de l'existant pour l'agrandir. Affecter le bâtiment existant aux enfants de maternelle (3-6 ans) pour une capacité maximale de 80 places à terme et les nouveaux locaux, à construire, pour ceux d'âge élémentaire (6-11 ans) pour une capacité maximale de 84 places à terme.

2) Par une construction de plain-pied permettant l'accès aux personnes à mobilité réduite, répondre à de nouveaux besoins, notamment par les possibilités suivantes :

- Agrandir la salle de restauration,
- Construire des locaux polyvalents et mutualisables,
- Envisager de construire une cour enrobée et pour partie couverte,
- Agrandir la cour des maternelles et installer des structures de jeux pour les élémentaires,
- Créer un jardin pédagogique,
- Installer un pointage numérique.

3) Moderniser les équipements en place :

- Retravailler les modalités d'accueil notamment dans une logique de sécurité (fermeture du site) et de visibilité, avec création d'un lieu central pour réaliser l'accueil des enfants et des parents,
- Améliorer l'organisation spatiale en lien avec les activités et les besoins du centre,
- Intégrer une rénovation énergétique : reprise de chaudières par un système centralisé plus économe, réfection de toiture, etc.

4) Répondre à la demande croissante de fréquentation en tenant compte des listes d'attente, des normes actuelles et à venir, de la croissance démographique, du rayonnement intercommunal de la structure et de son attractivité renforcée en lien avec la qualité des prestations.

Le C.C.A.S. dont dépend le centre de loisirs ne disposant pas des moyens humains, ni des compétences techniques pour suivre directement cette opération, il a été proposé à son Conseil d'administration d'en confier la maîtrise d'ouvrage à la ville. Cette proposition a été examinée en sa séance du 25 février 2022.

La ville assurera donc la maîtrise d'ouvrage déléguée de l'opération pour le compte du C.C.A.S., en ce compris la conclusion des marchés de maîtrise d'œuvre et des marchés de travaux à passer pour cette opération, et incluant le marché d'ores et déjà conclu avec le cabinet ENO ARCHITECTES en charge de la conception.

Les missions de la Ville au titre de cette délégation seront les suivantes :

- lancement, attribution, signature, gestion administrative et financière de l'ensemble des marchés,
- réception des ouvrages et levée des réserves,
- gestion financière et comptable de l'opération,
- action en justice sur les procédures administratives et l'exécution des prestations réalisées et d'une manière générale et tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions, y compris au titre des assurances et garanties.

La Ville ne percevra pas de rémunération pour ces missions qui s'effectueront à titre gratuit.

Le C.C.A.S., qui assure le financement de l'opération, remboursera la Ville, sur présentation des factures des différents intervenants, de toutes les dépenses engagées par cette dernière au titre de ce projet. Il est ici précisé à ce titre que seront déduits de ces remboursements le montant de toute(s) subvention(s) que la Ville percevrait en direct pour ce projet.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu l'avis de la commission Urbanisme Travaux réunie le 21 février 2022,
Vu la délibération du Conseil d'administration du CCAS en date du 25 février 2022,

Considérant l'intérêt pour le C.C.A.S. de confier à la Ville la conduite de la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'extension et de rénovation du centre de loisirs, aux fins de bonne gestion du projet,


Considérant l'intérêt pour la Ville d'accepter du C.C.A.S. cette délégation de maîtrise d'ouvrage afin d'assurer le parfait suivi du projet à exécuter sur cette propriété communale,

- **d'accepter** la délégation de maîtrise d'ouvrage consentie au profit de la Ville par le C.C.A.S en vue de la réalisation de l'extension et rénovation du centre de loisirs ;
- **de prendre acte** que toutes les factures payées par la Ville au titre de cette opération seront remboursées en totalité par le C.C.A.S., et notamment toutes les factures de maîtrise d'œuvre et de travaux, déduction faite des éventuelles subventions perçues en direct par la Ville pour cette opération ;
- **de l'autoriser** à signer au nom et pour le compte de la Ville toute convention nécessaire à la régularisation de délégation de maîtrise d'ouvrage ;
- **de l'autoriser** à prendre plus généralement tout acte et signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

➤ ***Cette délibération est adoptée à l'unanimité.***

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 28 février 2022
Le Maire

Date de publication
certifiée exécutoire


Gilles MOUNIER



CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

Extrait du registre des délibérations

Le lundi 28 février 2022 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 21 février 2022, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Fabienne DUSSORT, Gaël LARS, Suzanne NOLL, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Freddy HALL, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,

Étaient absents :

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Fabienne DUSSORT,
Céline GAILLARD a donné pouvoir à Colette DAVIES.

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20220228-RH-07-APPROBATION DU PLAN DE FORMATION 2022

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 27

Absent(e)s représenté(e)s : 02

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 29

Madame Françoise HAOULATI KEREDEL, rapporteure, informe les membres du Conseil municipal :

Le plan de formation est un document annuel qui recense les actions de formation prévues pour les agents de la collectivité, à savoir :

- les formations obligatoires d'intégration et de professionnalisation définies par les statuts particuliers,
- la formation de perfectionnement dispensée en cours de carrière à la demande de l'employeur ou de l'agent,
- la formation de préparation aux concours et examens professionnels de la fonction publique,
- la formation personnelle suivie à l'initiative de l'agent,
- les actions de lutte contre l'illettrisme et d'apprentissage de la langue française.

Ce plan de formation est établi à partir du recensement des besoins de formation exprimés par les agents et les chefs de services. Il fixe les priorités de la collectivité.

Le plan de formation est joint en annexe de la présente délibération.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

Vu l'avis favorable à l'unanimité du Comité technique réuni le 11 février 2022,

Vu l'avis favorable de la commission Ressources Humaines réunie le 17 février 2022,

- **d'approuver** le plan de formation pour l'année 2022 de la collectivité joint à la présente délibération ;

- **de l'autoriser** à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

- ***Cette délibération est adoptée à la majorité absolue du Conseil municipal : 6 abstentions de Mesdames et Messieurs Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Céline GAILLARD, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES du groupe « Nouvel Elan 2020 »***

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 28 février 2022

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

Extrait du registre des délibérations

Le lundi 28 février 2022 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 21 février 2022, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Fabienne DUSSORT, Gaël LARS, Suzanne NOLL, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Freddy HALL, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,

Étaient absents :

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Fabienne DUSSORT,
Céline GAILLARD a donné pouvoir à Colette DAVIES.

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20220228-RH-08-ACTUALISATION DES AVANTAGES EN NATURE

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 27

Absent(e)s représenté(e)s : 02

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 29

Madame Françoise HAOULATI KEREDEL, rapporteure, informe les membres du Conseil municipal :

Définition des avantages en nature :

Les avantages en nature sont traditionnellement définis comme des biens ou des services fournis ou mis à disposition du salarié par l'employeur, soit gratuitement, soit moyennant une participation inférieure à leur valeur réelle, ce qui permet à l'intéressé de faire l'économie de tout ou partie des frais qu'il aurait dû supporter à titre privé.

Aux termes de l'article L 242-1 du Code de la Sécurité Sociale, ils constituent, en tant que tels, des éléments de rémunération qui, au même titre que le salaire proprement dit, sont inclus dans l'assiette des cotisations à la charge des employeurs et des salariés, et doivent donner lieu à des cotisations. Le non-respect de cette obligation entraîne des pénalités et des majorations en cas de redressement.

Les avantages en nature sont intégrés dans le revenu imposable ; leur valeur doit être réintroduite sur le bulletin de salaire.

Salariés concernés :

Tous les salariés sont concernés au même titre par cette réglementation, qu'ils soient fonctionnaires titulaires, stagiaires ou agents contractuels de droit public ou de droit privé (contrats aidés, apprentis...).

Toutefois, l'intégration des avantages en nature dans l'assiette de cotisation est différente selon le statut de l'agent :

➤ Fonctionnaires affiliés à la CNRACL : comme tous les accessoires de traitement (indemnités, supplément familial...), les avantages en nature sont soumis uniquement à la CSG et CRDS et aux cotisations salariales et patronales au titre du régime de retraite additionnelle de la fonction publique ;

➤ Agents affiliés à l'IRCANTEC (fonctionnaires effectuant moins de 28 heures par semaine et contractuels de droit public et de droit privé) : les avantages en nature sont soumis aux mêmes cotisations salariales et patronales que le traitement et dans les mêmes conditions.

Pour tous les agents, les avantages en nature sont intégrés dans le revenu imposable dans les mêmes conditions que le traitement principal.

Compte tenu des missions qui leur sont confiées et des contraintes en résultant, la collectivité peut servir des repas à certains personnels. Les services ou secteurs concernés à ce jour par ce dispositif sont : les agents accompagnant les enfants lors du déjeuner (ATSEM, personnel de restauration, personnel d'animation...)

A noter que, par tolérance ministérielle, les repas fournis aux personnels, ne sont pas considérés comme avantage en nature et ne sont donc pas valorisés sur les salaires si de par leurs fonctions et missions, ils sont amenés, par nécessité de service, à prendre leur repas « avec les personnes dont ils ont la charge éducative, sociale ou psychologique, dès lors que leur présence au moment des repas résulte d'une obligation professionnelle figurant soit dans un projet pédagogique ou éducatif de l'établissement, soit dans un document de nature contractuelle ».

Ainsi, les animateurs intervenant les mercredis et pendant les vacances scolaires dans les accueils de loisirs de la commune, peuvent être nourris gratuitement sans que cela constitue un avantage en nature. En ce qui concerne les autres personnels cités ci-dessus, les repas fournis doivent être valorisés sur leur bulletin de salaire comme avantage en nature et, de ce fait, intégrés dans les bases de cotisations et imposables. La prise en compte et la valorisation de ces avantages en nature repas sont déjà effectives sur les salaires des agents concernés.

Valeur de l'avantage en nature repas :

Le montant de référence pour le calcul de cet avantage évolue conformément au montant annuel fixé par l'URSSAF. Ainsi, la valeur minimum forfaitaire de l'avantage en nature repas qui était de 4.95€ par repas en 2021 passe à 5 € à compter du 1^{er} janvier 2022. La fourniture de repas à titre gratuit est, quant à elle, évaluée par l'URSSAF à 5 € par repas, quelle que soit la rémunération perçue par le bénéficiaire.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L 242-1 du Code de la Sécurité Sociale,
Vu le Code des Impôts,
Vu l'arrêté du 10 décembre 2002 relatif à l'évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations sociales,
Vu la circulaire interministérielle DSS/DFSS/5B/2003/07 du 7 janvier 2003 relative à la mise en œuvre et à l'évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale et des frais professionnels déductibles pour le calcul des cotisations de sécurité sociale,
Vu la circulaire ministérielle du 19 août 2005,
Vu le bulletin officiel des Impôts n°10 du 3 février 2012,
Vu la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,
Vu l'avis favorable de la commission Ressources Humaines réunie le 17 février 2022,

- **d'approuver** les modalités d'attribution de l'avantage en nature repas au personnel communal décrites ci-dessus ;
- **de préciser** que le montant de référence pour le calcul de cet avantage en nature évoluera conformément au montant annuel défini par l'URSSAF ;
- **de l'autoriser** à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

➤ **Cette délibération est adoptée à l'unanimité.**

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 28 février 2022

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

Extrait du registre des délibérations

Le lundi 28 février 2022 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 21 février 2022, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Fabienne DUSSORT, Gaël LARS, Suzanne NOLL, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Freddy HALL, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,

Étaient absents :

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Fabienne DUSSORT,
Céline GAILLARD a donné pouvoir à Colette DAVIES.

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20220228-RH-09 - CREATION D'UN COMITE SOCIAL TERRITORIAL COMMUN A LA VILLE, AU CCAS ET A LA CAISSE DES ECOLES

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 27

Absent(e)s représenté(e)s : 02

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 29

Madame Françoise HAOULATI KEREBEL, rapporteure, informe les membres du Conseil municipal :

L'article 32 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 prévoit qu'un « Comité social territorial est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents.

Par ailleurs, il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et d'un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité, de créer un Comité social territorial unique compétent à l'égard des agents de la collectivité et de l'établissement ou des établissements à condition que l'effectif global concerné soit au moins égal à cinquante agents. »

Les effectifs cumulés d'agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public et privé au 1^{er} janvier 2022 sont :

- Ville = 72 agents,
- C.C.A.S. = 21 agents,
- Caisse des Ecoles = 5 agents,

Ils permettent donc la création d'un Comité social territorial commun. Ainsi, cette possibilité étant ouverte, il est cohérent de disposer d'un Comité social territorial unique compétent pour l'ensemble des agents de la Ville, du C.C.A.S. et de la Caisse des Ecoles, d'autant qu'une importante partie d'entre eux travaille pour le compte de plusieurs de ces entités.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment ses articles 9 et 9 bis ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 32 à 33-3 ;

Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et notamment ses articles 1, 2, 4, 8 et 26 ;

Vu l'avis favorable de la commission Ressources Humaines réunie le 17 février 2022,

Considérant que l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2022 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 98 agents ;

Considérant l'intérêt de disposer d'un Comité social territorial unique compétent pour l'ensemble des agents de la Ville, du CCAS et de la Caisse des Ecoles ;

- de créer un Comité social territorial commun à la Ville, au CCAS et à la Caisse des Ecoles ;
- de placer ce Comité social territorial auprès de la Ville de Saint Renan ;
- de l'autoriser à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

➤ Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 28 février 2022

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

Extrait du registre des délibérations

Le lundi 28 février 2022 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 21 février 2022, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Fabienne DUSSORT, Gaël LARS, Suzanne NOLL, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Freddy HALL, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,

Étaient absents :

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Fabienne DUSSORT,
Céline GAILLARD a donné pouvoir à Colette DAVIES.

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20220228-RH-10-ACTUALISATION DU TABLEAU DES EMPLOIS

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 27

Absent(e)s représenté(e)s : 02

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 00

Votants : 29

Madame Françoise HAOULATI KEREBEL, rapporteure, informe les membres du Conseil municipal :

Le tableau des emplois est un outil incontournable de la gestion du personnel. Il concerne les emplois permanents de fonctionnaires stagiaires et titulaires et les emplois de contractuels de droit public. Il constitue la liste des emplois ouverts budgétairement pourvus ou non, classés par filières, cadres d'emplois, grades et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins du service.

La nécessité d'un pilotage actif et réaliste des emplois de la collectivité obéit à une double logique, réglementaire et prévisionnelle. Sur le plan du droit, les fondements de cette obligation s'appuient sur le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2121-29, L2313-1, R2313-3 et sur l'article 34 de la loi N°84-53 du 26 janvier 1984. En ce sens, le tableau des emplois doit refléter l'organisation et le fonctionnement des services.

Dès lors, le tableau joint fait état de la création de poste ci-dessous à compter du 1^{er} mars 2022 :

▪ Poste n°13 :

Intitulé :	Agent polyvalent du pôle affaires générales – spécialité secrétariat général
Grade minimum :	Adjoint Administratif
Grade maximum :	Adjoint Administratif principal 1 ^{ère} classe
Temps de travail :	35h hebdomadaires

Le tableau des emplois actualisé est joint à la présente délibération.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

Vu la loi n° 2019828 du 06 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le décret n° 2016-1372 du 12 octobre 2016 modifiant, pour la fonction publique territoriale, certaines dispositions générales relatives aux fonctionnaires de catégorie C et divers statuts particuliers de cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie C et B,

Vu le décret 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources Humaines réunie le 17 février 2022,

- **d'approuver** l'actualisation du tableau des emplois tel que joint à la présente délibération, concernant la création du poste :

▪ Poste n°13 :	
Intitulé :	Agent polyvalent du pôle affaires générales – spécialité secrétariat général
Grade minimum :	Adjoint Administratif
Grade maximum :	Adjoint Administratif principal 1 ^{ère} classe
Temps de travail :	35h hebdomadaires

- **d'autoriser** le Maire à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération

➤ **Cette délibération est adoptée à l'unanimité.**

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 28 février 2022

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

Extrait du registre des délibérations

Le lundi 28 février 2022 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 21 février 2022, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Fabienne DUSSORT, Gaël LARS, Suzanne NOLL, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Freddy HALL, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,

Étaient absents :

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Fabienne DUSSORT,
Céline GAILLARD a donné pouvoir à Colette DAVIES.

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

- M. le Maire a quitté la salle du Conseil municipal de 20h52 à 20h54 pour la durée des débats ainsi que du vote.

Monsieur le Maire a proposé aux membres du Conseil municipal de désigner Claudie ARZUR comme présidente de séance pour le vote de cette délibération. Cette proposition a été acceptée à l'unanimité par l'assemblée.

DELIBERATION N° CM-20220228-SI-11 – MANDAT DONNE AU CENTRE DE GESTION DU FINISTERE POUR LA MISE EN CONCURRENCE D'UN CONTRAT-GROUPE D'ASSURANCE CYBER-SECURITE

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Absent(e)s représenté(e)s : 02

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 01

Votants : 28

Monsieur Denis BRIANT, rapporteur, informe les membres du Conseil municipal :

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère (CDG29) a pour intention de proposer un contrat-groupe d'assurance cybersécurité aux collectivités territoriales et aux établissements publics affiliés et non affiliés du département du Finistère garantissant les risques organisationnels, financiers et juridiques liés à ces nouveaux risques.

Afin de favoriser la mutualisation du risque cyber, les Centres de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère et des Côtes d'Armor se sont regroupés au sein d'un groupement de commande ayant pour objet la mise en concurrence d'un contrat-groupe d'assurance cybersécurité.

Ce contrat a pour objet de regrouper, des collectivités territoriales et les établissements publics du Finistère et des Côtes d'Armor, à l'intérieur d'un marché d'assurance dit « police d'assurance collective à adhésion facultative ».

La commune de Saint Renan soumise à l'obligation de mise en concurrence de ses contrats d'assurances peut se joindre à la mise en concurrence effectuée par le groupement constitué des Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère et des Côtes-d'Armor.

Pour ce faire, la commune de Saint Renan doit donner mandat au Centre de Gestion du Finistère par délibération, ce qui permet à la collectivité d'éviter de conduire sa propre consultation d'assurance.

La consultation portera sur les garanties organisationnelles, financières et juridiques du contrat.

Donner mandat n'engage en rien la commune, la décision définitive fera l'objet d'une nouvelle délibération, après communication des taux et conditions obtenus par le groupement des Centres de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère et des Côtes d'Armor.

La présidente de séance désignée durant l'absence du Maire propose aux membres du Conseil municipal,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
Vu le Décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux Centres de Gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale,
Vu le Code de la commande publique,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

- de mandater le Centre de gestion du Finistère afin de représenter la commune de Saint Renan dans la procédure de mise en concurrence pour le contrat-groupe d'assurance cybersécurité que les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère et des Côtes d'Armor vont engager, conformément à la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

- de prendre acte que les prestations, garanties et taux de cotisation lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre ou non la décision d'adhérer au contrat-groupe d'assurance souscrit par les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère et des Côtes d'Armor.

- de l'autoriser à prendre tout acte et signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

➤ Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 28 février 2022

Le Maire

Date de publication
certifiée exécutoire



Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

Extrait du registre des délibérations

Le lundi 28 février 2022 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 21 février 2022, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Fabienne DUSSORT, Gaël LARS, Suzanne NOLL, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Freddy HALL, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,

Étaient absents :

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Fabienne DUSSORT,
Céline GAILLARD a donné pouvoir à Colette DAVIES.

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

- Messieurs Yves L'Hénaff et Albert LE CORRE ont quitté la salle du Conseil municipal de 20h55 à 20h57 pour la durée des débats et du vote.

DELIBERATION N° CM-20220228-FIN-12 - ABANDON DE LOYER 2021 – ASSOCIATION « CINEMA LE BRETAGNE »

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 25

Absent(e)s représenté(e)s : 02

Absent(e)s non représenté(e)s : 00

Ne prenant pas part au vote : 02

Votants : 27

Madame Suzanne NOLL, rapporteure, informe les membres du Conseil municipal :

Dans le contexte de la poursuite de la crise sanitaire et du confinement de 2021 qui s'en est suivi, de nombreux professionnels et organismes associatifs ont vu leur activité arrêtée ou fortement impactée.

Ainsi, l'association gérant le « Cinéma Le Bretagne » a connu une fermeture au cours de l'année 2021 de 138 jours, puis à la réouverture de la mise en place d'une jauge et d'un couvre-feu qui ont réduit le nombre d'entrées possible à 35 % de la capacité de la salle et à compter du 9 juin, à 65 % de la capacité. Aussi, afin d'aider l'association à faire face aux pertes de recettes induites par la situation, le loyer du 2nd trimestre 2021 d'un montant de 1 170 € a été suspendu.

Néanmoins, le contrat de location continuant juridiquement de s'appliquer, il y a lieu de régulariser comptablement cette situation par l'émission d'un titre de recettes et d'un mandat de remise gracieuse à l'encontre de l'association.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis favorable de la commission des Finances réunie le 14 février 2022,

- **de valider** l'abandon du loyer du 2nd trimestre 2021 dû par l'Association « Cinéma le Bretagne »
- **de l'autoriser** à prendre tout acte nécessaire l'exécution de la présente délibération.

➤ ***Cette délibération est adoptée à l'unanimité.***

Fait et délibéré à Saint Renan,
le 28 février 2022

Le Maire



Date de publication
certifiée exécutoire

Gilles MOUNIER

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

Extrait du registre des délibérations

Le lundi 28 février 2022 à 20 heures, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués le 21 février 2022, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal en mairie, 12 place Léon Cheminant, sous la présidence de Gilles Mounier, Maire de Saint Renan.

Étaient présents à l'appel nominal :

Gilles MOUNIER, Claudie ARZUR, Jean-Louis COLLOC, Françoise HAOULATI-KÉRÉBEL, Yves L'HÉNAFF, Fabienne DUSSORT, Gaël LARS, Suzanne NOLL, Denis BRIANT, Valérie HERBERT, Albert LE CORRE, Patrice HÉLARY, Cathy BERGEAULT, Freddy HALL, Marie-Christine LALOUER, Daniel LE GLÉAU, Caroline SOLLIEC, Arnaud GUÉNA, Emmanuelle PETISCA, Julien KERBELLEC, Dominique COLIN, Sébastien DÉNIEL, Armelle JAOUEN, Philippe TARQUIS, Alexandre PRUVOST, Virginie LE RAY et Colette DAVIES.

Étaient représentés :

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales,

Étaient absents :

Claire TALARMAIN a donné pouvoir à Fabienne DUSSORT,
Céline GAILLARD a donné pouvoir à Colette DAVIES.

A été désigné secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités, Denis BRIANT à l'unanimité.

DELIBERATION N° CM-20220228-FIN-13 – BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE – RAPPORT POUR LE DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2022

Nombre de conseillers en exercice : 29
Présents : 27
Absent(e)s représenté(e)s : 02
Absent(e)s non représenté(e)s : 00
Ne prenant pas part au vote : 00
Votants : 29

Madame Suzanne NOLL, rapporteure, informe les membres du Conseil municipal :

Chaque année, dans les deux mois précédant le vote du budget, un débat sur les orientations budgétaires de la ville est inscrit à l'ordre du jour du Conseil municipal. Depuis le 1^{er} janvier 2016 et le vote de la loi NOTRe, ce débat prend la forme d'un rapport.

Le rapport joint porte sur les orientations budgétaires ainsi que la structure et la gestion de la dette. Il est élaboré sous la forme d'annexe à la présente délibération et comprend :

- Introduction
- Préambule – La résilience de l'économie française
- I- Présentation des principales mesures de la loi de finances 2022 pour les collectivités territoriales
- II- Présentation de la rétrospective financière de la commune de Saint Renan
- III- Enjeux et orientations pour 2022
- IV- Présentation de l'hypothèse prospective

La présentation du rapport relatif aux orientations budgétaires et le débat qui s'en suit, doivent être actés par la présente délibération.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la présentation du rapport en commission des Finances réunie le 14 février 2022,

- **de prendre acte** de la tenue d'un débat d'orientation budgétaire au sein du Conseil municipal qui a eu lieu au vu de la présentation du rapport d'orientations budgétaires 2022 joint à la présente délibération.

➤ **Les membres du Conseil municipal prennent acte du rapport pour le débat d'orientation budgétaire 2022.**

**FAIT et DELIBERE EN MAIRIE à SAINT RENAN,
le 28 février 2022**

Le Maire,



**Date de publication
certifiée exécutoire**

Gilles MOUNIER